



Paris, le 22 mai 2026

G7 à Évian : sommet sous cloche, mouvement populaire entravé

Tribune parue dans l'Humanité :

<https://www.humanite.fr/en-debat/attac/g7-a-evian-sommet-sous-cloche-mouvement-populaire-entrave>

Nous, signataires de cette tribune, soutenons les mobilisations contre le G7 et exigeons le respect des droits démocratiques, notamment la liberté de manifester et d'organiser un contre-sommet.

Nous, signataires de cette tribune, soutenons les mobilisations contre le G7 et exigeons le respect des droits démocratiques, notamment la liberté de manifester et d'organiser un contre-sommet.

En juin 2026, le sommet du G7 se tiendra à Évian dans un dispositif de sécurité exceptionnel. Du côté français, plusieurs avancées ont néanmoins été obtenues grâce à la mobilisation des organisations engagées. Un village militant ainsi qu'une manifestation ont finalement été autorisés. Pour autant, le dispositif sécuritaire annoncé reste marqué par une logique généralisée de contrôle de l'espace public, faisant peser une pression constante sur les militant·es, les habitant·es et l'ensemble des participant·es aux mobilisations.

En 2019, à Hendaye – Irun plus de 90 organisations avaient construit un contre-sommet. En 2026, cette dynamique est délibérément empêchée : restrictions de circulation, interdictions de manifester, quadrillage policier des territoires, des deux côtés de la frontière franco-suisse. Tout est organisé méthodiquement pour étouffer la contestation.

À Genève, les autorités ont d'abord annoncé l'interdiction du village militant organisé par la

coalition No-G7 avant de reculer face à la pression de la mobilisation. À ce jour, la manifestation du 14 juin contre le G7 et pour la Grève Féministe est toujours menacée.

Cette tentative de verrouillage n'est pas un accident : elle révèle une dérive autoritaire où la démocratie devient conditionnelle dès lors que l'ordre établi est contesté. Nous devons constamment lutter pour faire respecter les libertés d'expression, de réunion et de manifestation.

Que défend le G7 et son monde ?

Ce club fermé de puissances économiques (États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) est historiquement structuré pour maintenir un ordre mondial profondément inégalitaire.

Malgré des discours sur la lutte contre les inégalités ou la transition écologique, leurs politiques poursuivent les logiques : austérité, dérégulation, soutien aux multinationales.

Ce modèle se traduit aussi dans le monde du travail. Les droits des travailleur·euses sont fragilisés et la santé sacrifiée au nom de la rentabilité. Accidents, maladies professionnelles, exposition aux toxiques : partout, ce sont les corps qui paient !

Les États du G7 alimentent les logiques de guerre et de militarisation. Premiers exportateurs d'armes, ils participent à des conflits qui ravagent

des populations entières. Derrière les discours sur la paix, ils produisent des destructions, des déplacements forcés et des crimes contre les peuples.

Le G7 est aussi l'un des moteurs du durcissement politique en cours : montée des logiques autoritaires, progression des extrêmes droites, criminalisation des mouvements sociaux, multiplication des violences racistes. Les droits des femmes et des minorités de genre reculent, dans un climat de violences et de discriminations accrues.

Derrière la thématique « minerais critiques », au cœur du sommet, se cache l'accélération de l'extractivisme dans les pays du Sud Global. Proposées comme des « partenariats », ces initiatives de sécurisation des ressources ont comme conséquences la destruction des écosystèmes, l'accaparement des terres, des violations des droits humains et autochtones, des conflits alimentés par la course aux « ressources ». De la République démocratique du Congo à l'Amérique latine, en passant par le Groenland, les peuples et la biodiversité en paient le prix.

Le cynisme est total : ceux qui alimentent les crises s'estiment être les gestionnaires légitimes, en empêchant l'émergence d'alternatives.

Signataires :

Responsables et porte-paroles d'organisations

Raphaël Pradeau, porte-parole d'ATTAC France
Youlie Yamamoto, porte-parole d'ATTAC France
Sandrine Monnier, co-secrétaire générale du FSU-SNUipp
Aurélie Gagné, co-secrétaire générale du FSU-SNUipp
Nicolas Wallet, co-secrétaire général du FSU-SNUipp
Antoine Vigot, FSU secteur International

Julie Ferrua, co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires

Murielle Guilbert, co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires

Éric Toussaint, porte-parole du CADTM international
Christine Poupin, porte-parole du NPA-A
Philippe Poutou, porte-parole du NPA-A
Olivier Besancenot, porte-parole du NPA-A
Fabien Cohen, secrétaire général de France Amérique Latine
Hadjia Djebbari, coordinatrice du People's Health Movement France
Perrine Olff-Rastegar, porte-parole du Collectif

Nous refusons ce huis clos !

Nous refusons que l'avenir du monde soit décidé par quelques dirigeants, à l'écart des populations qui le produisent et le font vivre !

Nous refusons un modèle fondé sur la prédation, la domination économique, les guerres et la négation de la souveraineté des peuples !

Nous exigeons que les mouvements sociaux puissent s'exprimer et se mobiliser librement dans l'espace public, en France comme en Suisse.

En 2019, nous étions des milliers à faire entendre nos voix. En 2026, on tente de nous faire taire.

Face aux incendiaires de la planète, nous continuerons à organiser la riposte. Non au G7 et à son monde.

judéo-arabe et citoyen pour la paix
Marjorie Keters, co-porte-parole de PEPS
Lahsen Zbayer, président de l'ASIP
Lana Sadeq, présidente de Forum Palestine Citoyenneté
Lilay, présidente de DSAVEC
Monique Dental, présidente fondatrice du Réseau féministe Ruptures
Scarlett, coordinatrice de Dette pour le climat
Rabia Ferroukhi, coordinatrice internationale Global Sumud Flotilla
Christian Eyschen, secrétaire général de la Fédération nationale de la Libre Pensée

Syndicalistes, élu-es, chercheur-ses, personnalités et militant-es

Abdourahman Waberi, écrivain djiboutien
Jean-François Coulomme, député de la Savoie, LFI
Annie Lahmer, conseillère régionale d'Île-de-France, Les Écologistes
Béatrice Bellay, députée de la Martinique
Pouria Amirshahi, député de Paris
Jean-Marie Harribey, économiste, ancien co-président d'ATTAC France

Mathieu Rigouste, sociologue et essayiste
Mehdi Khamassi, directeur de recherche au CNRS
Philippe Cinquin, chercheur au CNRS
Stavo Debaugé, sociologue et chercheur
Pierre Maison, Confédération paysanne, Via
Campesina
Véronique Léon, paysanne, Confédération paysanne
Sylvain Goldstein, responsable international CGT 93
Hervé Christofol, membre du bureau national du
SNESUP-FSU et du CA d'ATTAC France
Cem Yoldas, militant antifasciste, ex jeune garde
Françoise Nyffeler, Grève Féministe Genève et
NOG7
Juan Tortosa, NOG7 Genève, CADTM Suisse,
BreakFree Suisse
Teo Frei, solidaritéS Genève
Régis Huyet, Lyannaj Kont Pwofitasyon, Martinique
Yves Frémion, écrivain
Claire Colombat, Greenpeace
Djahida Legrand, Agir pour la Palestine
Jane-Léonie Bellay, administratrice d'ATTAC France
Patricia Pol, administratrice d'ATTAC France
Emmanuelle Bourgeois, administratrice d'ATTAC
France
Nicolas Matysiak, administrateur d'ATTAC France
Christine Pagnouille, ATTAC Liège
Karelle Lecourtois, co-secrétaire FSU 74
Thomas Prabonnaud, co-secrétaire FSU 74
Emmanuelle Jollet, co-secrétaire départementale
FSU 75
Marie-Hélène Plard, FSU 93
Laurenson, représentante syndicale SNETAP-FSU
Raphaël Giromini, NPA-A
Elsa Chevalier, NPA-A
Fabienne Finck, LDH, NPA-A
Odile Martin-Cocher, LFI Chablais
Pierre Gilibert, LFI Haute-Savoie
Max Dorleans, Groupe Révolution Socialiste,
Martinique
Rébecca Rogly, Observatoire Terre-Monde
Maxime Mazouth-Laurol, Fresque de l'économie
dette
Michelle Lecolle, PEPS
Dominique Hanikenne, Radio Revers, CAP Liège
Métropole
Josiane Olf-Nathan, GERSULP Strasbourg
Saléha Benabdelmoumène, APEL-Égalité
Vladimir Nieddu, People's Health Movement Nord de
France
Jacqueline Madrennes, conseillère métropolitaine
Thibault Cusin, Debout 74
Richard Neuville, militant altermondialiste et de l'au-
togestion
Odile Maurin, activiste antivalidiste
Claire Billès, enseignante
Leïla Petit, enseignante spécialisée

J. Coudray, enseignant
Di Ubaldo, éducateur spécialisé
Lise Bouzidi, militante associative
Valérie Giralde
Hélène Denis-Jean

Organisations signataires (par ordre alphabétique)

ActionAid France
Agir pour la Palestine
ATTAC France
ATTAC Savoie
ATTAC 74
BreakFree Suisse
CADTM Suisse
CGT AURA Comité régional
CliMates France
CNT Santé Social Éducation 73-74
CNT-f Interco 73-74
Collectif citoyen JOP 2030
Collectif décolonial pour la Palestine Strasbourg
Confédération paysanne
Confédération paysanne 74
CUAE – Université de Genève
Dette pour le climat
DSAVEC
Fédération anarchiste 74
FSU 26
FSU 73
FSU 74
FSU-SNUipp
FSU-SNUipp 74
Global Sumud Flotilla
Groupe internationaliste de solidaritéS Genève
La France insoumise
La France insoumise Suisse romande
Les Écologistes Rhône-Alpes Pays de Savoie
Les Écologistes Haute-Savoie
MAN
NPA – L'Anticapitaliste
NPA-A 25
People's Health Movement France
SNETAP-FSU
SNETAP-FSU AURA
Solidaires 74
Solidaires étudiant-es
solidaritéS Genève
Stop Arming Israel Lyon
Union départementale CGT 74
Union juive française pour la paix
Union syndicale Solidaires
Union syndicale Solidaires Haute-Savoie
URC
VISA 74
Vous n'êtes pas seuls (VPNS)